



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
LIMITEE

E/CN.16/1997/L.1/Add.3
16 mai 1997

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE
AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT
Troisième session
Genève, 12-16 mai 1997
Point 4 de l'ordre du jour

QUESTIONS DECOULANT DE LA DEUXIEME SESSION

PROJET DE RAPPORT

Rapporteur : Mme Marina RANGA (Roumanie)

Chapitre ...

Résumé des débats établi par le Président

1. La Commission s'est félicitée de la note du secrétariat sur la mise en oeuvre des décisions qu'elle avait prises à sa deuxième session. Au cours du débat, des renseignements complémentaires ont été fournis à ce sujet par des membres de la Commission et par les représentants du secrétariat de certains organismes des Nations Unies, concernant en particulier le regroupement des ressources, l'atténuation de la pauvreté, l'industrialisation des zones rurales, le renforcement de la recherche-développement et des capacités technologiques dans les pays en développement, la gestion intégrée des terres, le transfert de techniques écologiques et l'établissement de systèmes énergétiques viables. Une délégation a exprimé l'opinion que la suppression des réunions des conseillers des gouvernements des pays de la CEE pour la

science et la technique conférerait des responsabilités accrues à la Commission de la science et de la technique au service du développement. Celle-ci a jugé utile de continuer à suivre l'évolution dans le domaine de la science et de la technique.

Aspects scientifiques et techniques de systèmes énergétiques viables

2. La Commission a examiné la note que le secrétariat avait établie à ce sujet (E/CN.16/1997/3) comme elle le lui avait demandé à sa deuxième session. La question a également été étudiée au titre du point 8 de l'ordre du jour sur les travaux futurs. Pendant le débat de fond au titre du point 4, des observations générales ont été formulées, ainsi que des remarques plus particulières. Pour approfondir la question de l'énergie, il était indispensable d'en considérer plusieurs aspects comme la répartition inégale des ressources dans ce domaine, la gestion interactive de l'énergie, les économies d'énergie, les problèmes concernant la biomasse provenant de forêts contaminées, la nécessité de concevoir un système énergétique global, ainsi que les besoins particuliers des petits pays insulaires.

3. D'une façon générale, on a jugé que l'énergie était une question importante dont la Commission ne saurait faire abstraction. Il fallait toutefois s'efforcer d'éviter les chevauchements avec les travaux d'autres organismes des Nations Unies. Il était donc indispensable de coordonner les activités du système dans ce domaine.

Le budget et les activités intersessions de la Commission

4. La Commission a félicité le Bureau, les experts et le secrétariat de leur contribution à ses travaux intersessions. Elle a également remercié les gouvernements et les organisations qui avaient fourni des ressources financières pour soutenir ses activités, qui prenaient notamment la forme de réunions-débats et de réunions de groupes de travail sur des questions qu'il avait été décidé d'examiner plus à fond.

5. Certains participants estimaient qu'il faudrait distribuer aux membres de la Commission, au début de la nouvelle période intersessions, un programme de travail et un budget provisoires, et que, par souci de transparence, le secrétariat devrait continuer à établir tous les six mois des rapports intérimaires sur le programme de travail et ses aspects financiers. L'ordre du jour provisoire de la quatrième session de la Commission devrait également comprendre un point relatif au budget pour répondre au souhait des membres.

6. Les membres de la Commission ont enfin souligné la nécessité de mettre à profit, chaque fois que possible, les compétences disponibles au sein du secrétariat.
